

En bref

TAXE LOGEMENT

Accord entre Communes et Airbnb

La plateforme de réservation de logements Airbnb a conclu la semaine dernière un accord avec 20 Communes vaudoises pour le prélèvement automatique de la taxe de séjour (3 frs. par nuitée et par personne), reversée ensuite aux collectivités publiques, selon ATS. Parmi celles-ci: Blonay-Saint-Légier, Charbonne, Corseaux, Corsier, Gryon, Jongny, La Tour-de-Peilz, Montreux, Ollon, Vevey et Veytaux. Le système entrera en vigueur le 1^{er} avril. C'est le neuvième accord de ce type signé par Airbnb en Suisse. **KDM**

En image



37^e Lunch de Printemps

Le traditionnel repas de soutien de Montreux-Vevey Tourisme a pris ses quartiers vendredi dernier au 2m2c de Montreux. Organisé depuis 1985, ce raout a réuni plus de 770 convives issus des milieux de l'économie, de la culture, de la politique ou encore du tourisme de la Riviera vaudoise. L'organisme a eu l'occasion de promouvoir ses activités ainsi que de revenir sur les moments forts qui ont rythmé 2022 et sur ceux qui sont encore au programme de l'année courante. **XCR**

Pourquoi Monthey a tout intérêt à intégrer Genedis

Conseil général

La cité chablaisienne a pris 5% d'actionnariat pour 1,2 million. Et ce pour quatre bonnes raisons. Explications.

| Karim Di Matteo |

De l'avis de l'entier des partis de son Conseil général, Monthey a tout à y gagner. À la quasi-unanimité de ses élus, le plénum a validé la semaine dernière une prise de participation de 5% au sein de Genedis, fournisseur en services télécom et multimédias. On est loin des 20% de la Commune de Nendaz ou des Forces motrices valaisannes, mais le geste est fort et pèse 1,2 million.

Les raisons de cette prise de participation sont au nombre de quatre.

Un partenaire historique

En 2022, Genedis SA, active sur le marché de l'électricité, a fusionné avec Télédis SA et SAE SA pour se diversifier et renforcer sa position dans les domaines de l'énergie et du multimédia. Or, la Commune de Monthey possède une participation de 1.2% du capital-actions de Télédis. Genedis lui a proposé de conserver ce taux au sein de la nouvelle entité parapublique. Monthey a décidé de l'augmenter.

En outre, le service «Electricité, Energies & Développement Durable» de la Ville collabore depuis plusieurs années avec Genedis «dans des projets suprarégionaux, notamment dans la planification énergétique, l'électromobilité et le management des données énergétiques.»

Son mot à dire

L'opération permet à Monthey, 18^e Commune valaisanne à intégrer l'actionnariat de Genedis, d'être représentée au sein du Conseil d'administration. Un plus «au vu des défis de la stratégie énergétique 2050 ainsi que de l'évolution des technologies numériques.» Monthey se positionne ainsi comme un acteur sur ce marché.

Un bon calcul

Le prix de l'action: 1'500 francs. Un fiduciaire de référence a estimé qu'elle pouvait s'échanger à 3'000. Une bonne affaire, donc.

De jolis dividendes

La dernière motivation est également comptable: en 2020 et 2021, Genedis SA a rétribué tous les actionnaires à raison de 9% du capital-actions. Soit la perspective de dividendes intéressants. COFD. Au final, Monthey va acquérir 805 actions à 1'500 francs, soit 1,2075 million incluant la part des actions Télédis (201'000 francs). L'apport en espèces se montera donc à un million.

« Avec le papy-boom, nous allons manquer de bras »



Pour Bernard Schmid, tout n'est pas noir ou blanc en termes de perspectives d'emploi. Mais des solutions doivent être trouvées rapidement afin d'éviter un recul durable de notre économie. | Promove

Marché du travail

Sorti courant mars, le dernier rapport référence de Manpower annonce des perspectives d'engagement record en Suisse. Mais le revers de la médaille n'est nullement mentionné par cette grande entreprise de recrutement. Décryptage avec le directeur de Promove, Bernard Schmid.

| Xavier Crépon |

«Les perspectives d'emploi pour les entreprises suisses sont à un niveau historiquement élevé.» Après la pandémie, de nombreux entrepreneurs manquent de bras et souhaitent engager de la main-d'œuvre selon Manpower.

Le dernier rapport de l'entreprise de recrutement mondiale connue annonce une prévision nette d'emploi de 31% pour le deuxième trimestre de 2023. Mais d'où sort ce chiffre? Le groupe a mené en Suisse une enquête auprès de 500 employeurs de différents secteurs comme la communication, le transport et la logistique, les énergies, la santé, les services, l'industrie ou encore les finances pour n'en citer que quelques-uns. 44% des responsables interrogés ont annoncé vouloir embaucher ce prochain trimestre, 40% de maintenir leurs effectifs, alors que 11% prévoient des licenciements. En lissant encore ces données avec les variations saisonnières, la prévision nette d'embauche se monte à ce fameux chiffre de 31% (intentions d'emploi moins celles de licenciements).

Cumulé à un taux de chômage relativement bas à 2,1% à fin février (chiffres SECO), les perspectives sur le marché du travail suisse semblent bonnes au premier abord. Cette étude nuance

révélés le 1^{er} mai prochain. Mais son directeur Bernard Schmid se veut d'ores et déjà moins optimiste que les spécialistes de la multinationale de recrutement.

«Que ce soit dans nos régions, ou à l'échelle plus large de la Suisse, nous sommes confrontés à des enjeux démographiques majeurs. Ce que ne dit pas cette étude Manpower, c'est que dans les six prochaines années, près de 800'000 personnes vont atteindre l'âge de la retraite dans notre pays. Un vrai papy-boom avec des actifs qui ne seront plus sur le marché de l'emploi. Pour ne pas observer un recul durable de notre économie et de notre qualité de vie, il faudra bien trouver un moyen de combler ce trou.»

Pas de solution toute faite

Le développement de l'offre avec des conditions plus attrayantes en termes de salaires, de formations, de mobilité au sein de l'entreprise ou encore d'environnement de travail sont autant d'éléments que les entreprises peuvent améliorer, mais ces changements ne seront pas suffisants, selon Bernard Schmid: «Nous n'avons pas encore pris la mesure de la problématique en Suisse. Ce manque de main-d'œuvre n'est pas proche de se résorber. À titre d'exemple, il y a eu plus de départs à la retraite l'année dernière que de jeunes qui ont commencé un travail.» Sans oublier un autre paramètre qui doit également être pris en compte, celui d'un modèle économique qui change. En 30 ans, le travail à temps partiel a progressé dans notre pays, tant chez les hommes que chez les femmes (voir encadré). Ce glissement accentue encore le besoin de main-d'œuvre. «À l'exception des tâches qui peuvent être automatisées, il faudra désormais plus de monde pour un même travail», souligne encore Bernard Schmid.

“

Le manque de main-d'œuvre en Suisse n'est pas proche de se résorber.”

Bernard Schmid

toutefois en relevant «une pénurie de talents sans précédent dans la plupart des secteurs et dans des entreprises de toutes tailles.»

Qu'en est-il pour la Riviera et le Lavaux?

Une enquête sur le sujet est actuellement menée par la Promove (Promotion économique Riviera-Lavaux). Ses résultats seront

Décharger pour recruter

Pour tenter de combler cette pénurie, l'immigration peut être une carte à jouer, mais elle présente toutefois une limite, selon le directeur. «Nos voisins sont également touchés par ces changements. Il faudra donc regarder aussi du côté de la réserve que nous avons en Suisse. Soit en ramenant des personnes du partiel au plein temps, mais nous n'en prenons pas la direction, soit en déchargeant des personnes comme les proches aidants ou les parents au foyer de leurs tâches pour un éventuel retour en emploi.»

Les chiffres

800'000

C'est le nombre de personnes qui atteindront l'âge de la retraite en Suisse d'ici à 6 ans.

Evolution du temps partiel ces 30 dernières années en Suisse selon l'OFS:

49.2%
des femmes travaillaient à temps partiel en 1991 pour

57.9%
en 2022

7.7%
des hommes en 1991, pour

18.9%
en 2022